

Restructuration des bureaux de l'agence FRANCE TRAVAIL de Bordeaux Bastide

4-6 Rue René Buthaud 33000 BORDEAUX



Maître d'ouvrage:
France Travail Nouvelle Aquitaine
Direction de l'Immobilier et Logistique Nouvelle Aquitaine

87 rue Nuyens TSA 90001
- 33056 BORDEAUX Cedex

C.C.F.T.g.

Cahier des Charges Fonctionnelles Techniques Général

LOT 00: PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETAT

Edition du 29/07/2024 - Phase PRO-DCE

Architecte:
METROGRAM architecture

4 rue Emile Dantagnan - 33240 Saint André de Cubzac 33240 Saint André de Cubzac
Tél: 0547743180- Courriel: contact@metrogram-architecture.com

Bureau d'étude Structure:
CUBE Ingénieurs

371 Avenue Thiers, 33100 Bordeaux
Tél: 05 54 51 91 98 - Courriel: yusta.cube@gmail.com

Bureau d'étude Fluides - Electricité:
NRGYS

58 rue Jean Duvert- Immeuble Le Fiducia- 33290 BLANQUEFORT
Tél: 05 56 42 04 80 - Courriel: contact-aquitaine@nrgys.fr

SOMMAIRE

00.1.1	OBJET ET DEFINITION DE L'OPERATION-----	P 4
00.1.1.1	Objet de l'opération-----	P 4
00.1.1.2	Emplacement des travaux-----	P 4
00.1.1.3	Particularités de l'opération-----	P 4
00.1.1.4	Phasage de l'opération-----	P 4
00.1.2	MAITRE D'OUVRAGE-----	P 4
00.1.3	EQUIPE DE MAITRISE D'ŒUVRE OU D'INGENIERIE-----	P 4
00.1.3.1	Architecte-----	P 4
00.1.3.2	Bureaux d'études techniques-----	P 5
00.1.3.3	Bureau de contrôle-----	P 5
00.1.3.4	Coordonnateur de chantier - OPC-----	P 5
00.1.3.5	Coordonnateur ""sécurité""-----	P 5
00.1.4	CARACTERISTIQUE DU SITE ET CONNAISSANCE DES LIEUX-----	P 5
00.1.4.1	Documents graphiques et autres concernant le site-----	P 5
00.1.4.2	Accès au terrain-----	P 6
00.1.4.3	Etat des lieux-----	P 6
00.1.4.3.1	Etat des lieux-----	P 6
00.1.4.3.2	Connaissance des lieux-----	P 6
00.1.4.3.3	Travaux à proximité de lieux fréquentés-----	P 6
00.1.5	DOCUMENTS DE REFERENCE-----	P 6
00.1.6	GARANTIES ANNUELLE, BIENNALE ET/OU DECENNALE-----	P 7
00.1.7	OFFRE DES ENTREPRISES-----	P 7
00.1.8	CONFORMITE AU RICT-----	P 7
00.1.9	NETTOYAGES ET ENLEVEMENT DES GRAVOIS-----	P 7
00.1.10	PROTECTION DES OUVRAGES EXECUTES-----	P 8
00.1.11	CONTROLE INTERNE-----	P 8
00.1.12	CONDITIONS TECHNIQUES D'EXECUTION DES TRAVAUX-----	P 8
00.1.12.1	GESTION DU COMPTE PRORATA-----	P 8
00.1.12.2	HORAIRES DE CHANTIER-----	P 9
00.1.12.3	HORAIRES DE LIVRAISON ACCES-----	P 9
00.1.12.4	PROPRETE ET MAINTIEN EN L'ETAT DES OUVRAGES-----	P 9
00.1.12.5	LUTTE CONTRE LE BRUIT-----	P 9
00.1.12.6	LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE CHANTIER-----	P 10
00.1.12.7	ECHAFAUDAGES - MONTAGE DES MATERIAUX-----	P 10
00.1.12.8	TROUS, SCELLEMENT ET MENUS OUVRAGES-----	P 10

00.1.12.9	TRAITS DE NIVEAU-----	P 10
00.1.12.10	PRECHAUFFAGE ET DESHUMIDIFICATION-----	P 10
00.1.12.11	GARDIENNAGE-----	P 10
00.1.12.12	ECHANTILLONS-----	P 11
00.1.13	PLANS D'EXECUTION ET DE RECOLEMENT-----	P 11
00.1.13.1	PLANS D'EXECUTION-----	P 11
00.1.13.2	DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES-----	P 11
00.1.14	PRESTATIONS GENERALES A LA CHARGE DES ENTREPRISES-----	P 11
00.1.15	RELATIONS AVEC LES ADMINISTRATIONS ET SERVICES-----	P 11
00.1.16	QUALITE DES MATERIAUX, STOCKAGES ET MISES EN OEUVRE-----	P 11
00.1.16.1	MATERIAUX-----	P 11
00.1.16.2	ESSAIS COPREC-----	P 12
00.1.17	SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE SUR LE CHANTIER-----	P 12
00.1.17.1	GENERALITES-----	P 12
00.1.17.1.1	Phase Conception-----	P 12
00.1.17.1.2	Phase Réalisation-----	P 12
00.1.18	TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES - REGLES DE L'ART-----	P 12
00.1.19	DEFINITION DES LOTS ET CORPS D'ETAT-----	P 13
00.1.19.1	LOTS DE TRAVAUX-----	P 13
00.1.19.2	CORPS D'ETAT-----	P 13
00.1.20	NOTATIONS UTILISEES DANS LES CCFTp-----	P 13
00.1.20.1	DESIGNATION DES GRANDEURS-----	P 13
00.1.20.2	MARQUES COMMERCIALES-----	P 13
00.1.21	LISTE DES LOTS DE TRAVAUX ET CORPS D'ETAT-----	P 13

00.1.1 OBJET ET DEFINITION DE L'OPERATION

00.1.1.1 Objet de l'opération

Les stipulations du dossier de consultation, composé du présent Cahier des Clauses Fonctionnelles Techniques Générales, ainsi que des Cahiers des Charges Fonctionnels Techniques Particuliers établis pour chaque corps d'état, ont pour objet de définir les travaux de Restructuration des bureaux de l'agence FRANCE TRAVAIL de Bordeaux Bastide

00.1.1.2 Emplacement des travaux

Ces travaux seront réalisés à l'adresse suivant :
4-6 4-6 Rue René Buthaud
33000 BORDEAUX

00.1.1.3 Particularités de l'opération

Le présent projet d'aménagement des bureaux de France Travail à Bordeaux Bastide sera réalisé au sein d'un immeuble constitué de 2 niveaux (R+1).

Le projet consiste à améliorer énergétiquement et réaménager les bureaux du RDC.

Le bâtiment qui est une copropriété, est actuellement occupé par plusieurs structures:

Au rez-de-chaussée, l'Agence France Travail occupe l'ensemble de la surface à l'exception des circulations communes et est propriétaire.

Au R+1, France Travail n'occupe qu'une partie de la surface de l'étage côté Est et est locataire

Le reste de l'étage est occupé par une association, propriétaire des locaux du R+1 occupés par France Travail, ainsi que d 2 blocs sanitaires.

Le chantier, ne se déroulera que sur la partie RDC du bâtiment le reste de l'immeuble restant occupé durant les travaux.

00.1.1.4 Phasage de l'opération

L'opération sera réalisée en une seule tranche et sans discontinuité.

00.1.2 MAITRE D'OUVRAGE

Le Maître d'ouvrage de l'opération est :

France Travail Nouvelle Aquitaine

adresse:

87 rue Nuyens

TSA 90001

33056 BORDEAUX Cedex

Représenté par :

Monsieur Thierry Robert Responsable de Service Territoire SUD

Tél: 05 56 43 60 49

Email: thierry.robert@francetravail.fr

00.1.3 EQUIPE DE MAITRISE D'ŒUVRE OU D'INGENIERIE

00.1.3.1 Architecte

L'architecte de l'opération est :

METROGRAM architecture

4 rue Emile Dantagnan 33240 Saint André de Cubzac

Représenté par:

Monsieur Farouk Oudor Architecte

Tél: 0547743180

E-mail : contact@metrogram-architecture.com

00.1.3.2 Bureaux d'études techniques

Les bureaux d'études techniques sont :

1- CUBE Ingenieurs - BET Structure

371 avenue Thiers
33100 Bordeaux
Représenté par :
Monsieur Ferran Yusta
Tél: 05 54 51 91 98
Email: yusta@cubeingenieurs.fr

2 - NRGYS - BET Thermique Fluides/Électricité

58 rue Jean Duvert
Immeuble Le Fiducia
33290 BLANQUEFORT
Représenté par :
Madame Carole Laffite
Tél: 05 56 42 04 80
Email: contact-aquitaine@nrgys.fr

00.1.3.3 Bureau de contrôle

Le bureau de contrôle de l'opération est :

BUREAU VERITAS
30 avenue Gustave Eiffel
Bât. A
33600 Pessac

Représenté par:
Monsieur Cyril Vériot
Tél : 06 82 73 33 96 |
Email : cyril.veriot@bureauveritas.com

00.1.3.4 Coordonnateur de chantier - OPC

La mission d'Ordonnancement, de Pilotage et de Coordination de l'opération sera assurée par l'agence METROGRAM Architecture

00.1.3.5 Coordonnateur ""sécurité""

La mission de coordonnateur sécurité de l'opération sera assurée par :

BUREAU VERITAS
30 avenue Gustave Eiffel
Bât. A
33600 Pessac

Représenté par:
Monsieur Augustin Bas
Tél : 06 07 72 91 07
Email : augustin.bas@bureauveritas.com

00.1.4 CARACTERISTIQUE DU SITE ET CONNAISSANCE DES LIEUX

00.1.4.1 Documents graphiques et autres concernant le site

Les documents et plans suivants sont joints au dossier de consultation des entreprises :

- Le plan de situation
- Les plans de masse projet de l'architecte

- Les plans de niveaux projet de l'architecte
- Les coupes projet de l'architecte
- Le permis de construire
- Les plans d'études techniques des BET structure et fluides

00.1.4.2 Accès au terrain

L'accès au terrain et au chantier se fera par la rue René Butheau

00.1.4.3 Etat des lieux

00.1.4.3.1 Etat des lieux

Avant commencement des travaux du présent dossier de consultation des entreprises, il sera procédé à un état des lieux avant démarrage des travaux.

Cet état des lieux sera établi contradictoirement par huissier de justice, aux frais de l'entrepreneur titulaire du **lot n° 1 DEMOLITION-GROS-OEUVRE-VRD**

Il concernera l'état des locaux tels que livrés, des communs, des voiries, des constructions mitoyennes ou voisines existantes, les ouvrages conservés, les végétaux et plantations,

Il fera l'objet d'un constat établi en présence des représentants du Maître d'ouvrage, du Maître d'œuvre, des gestionnaires et locataires des immeubles concernés et des entreprises intervenantes.

Il sera joint à ce constat une série de photos des ouvrages avant travaux.

L'attention des entreprises est attirée sur le fait que toutes dégradations causées aux ouvrages publics ou privés après établissement de ce contrat seront affectés soit à l'entreprise responsable si elle est connue ou identifiée soit au compte prorata ou au compte inter-entreprises dans le cas contraire.

00.1.4.3.2 Connaissance des lieux

L'Entrepreneur doit se rendre sur les lieux en vue d'examiner l'emplacement du terrain, les contraintes relatives aux installations existantes et voisines ainsi que les modalités d'accès et d'approvisionnements. Les Entrepreneurs sont réputés, par le fait de leur acte d'engagement, avoir pris connaissance de la nature et de l'emplacement de l'opération, des conditions générales ou locales, des possibilités d'accès et de stockage des matériaux, des disponibilités en eau et en énergie électrique, des possibilités d'accès des engins et véhicules ainsi que des conditions d'exécution.

En résumé, les entrepreneurs soumissionnaires sont réputés avoir parfaite connaissance des lieux et en général de toutes les conditions pouvant, en quelque sorte que ce soit, influencer sur l'exécution, la qualité et le prix des ouvrages à exécuter.

Aucun entrepreneur ne pourra arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments d'ouvrages ou de prix.

La responsabilité du Maître d'ouvrage et/ou du Maître d'œuvre ne pourrait en aucun cas être recherchée au titre de l'état et de l'importance des travaux et bâtiments.

00.1.4.3.3 Travaux à proximité de lieux fréquentés

Sans préjudice de l'application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, lorsque des travaux sont exécutés à proximité de lieux fréquentés, l'Entrepreneur doit prendre toutes dispositions nécessaires, à ses frais et risques, pour réduire dans toute la mesure du possible les gênes imposées aux usagers des dits lieux, notamment celles qui peuvent être causées par les difficultés d'accès, le bruit des engins et outils, les vibrations, les fumées et poussières.

L'attention de l'Entrepreneur est attirée, dans le cas de travaux exécutés dans des lieux occupés, sur les dispositions à prendre afin de garantir, outre son propre personnel et celui des autres entreprises intervenantes, la sécurité et la protection des personnes présentes sur le site à quelque titre que ce soit.

Ces prestations doivent faire l'objet de l'agrément du coordonnateur SPS désigné par le Maître d'ouvrage; en cas de demandes complémentaires de ce coordonnateur, l'entrepreneur ne pourra prétendre à aucune indemnité supplémentaire.

L'Entrepreneur supportera toutes les conséquences des règlements administratifs, notamment ceux résultant des règlements de police en vigueur ou à intervenir se rapportant plus particulièrement aux clôtures de chantier, gardiennage, sécurité de la circulation et au règlement spécifique de l'établissement le cas échéant.

00.1.5 DOCUMENTS DE REFERENCE

Les travaux seront exécutés conformément aux règles de l'art et à la réglementation française telle qu'elles se trouveront être en vigueur un mois avant la date d'établissement de l'offre.

En particulier, les travaux seront conformes aux prescriptions techniques contenues dans les lois, décrets, arrêtés et circulaires applicables en France, ainsi que dans les cahiers des clauses techniques générales, les documents techniques unifiés (cahier des charges, cahier des clauses spéciales, cahier des clauses techniques, mémento), les normes, les avis techniques, les exemples de solutions.

00.1.6 GARANTIES ANNUELLE, BIENNALE ET/OU DECENNALE

L'entrepreneur garantit formellement la conformité de ses ouvrages à la réglementation nationale en matière de construction.

Cette garantie, d'une durée d'un an, implique le remplacement dans les plus brefs délais, de toute partie d'ouvrage reconnue défectueuse, ainsi que la remise en état pendant cette période de tout élément qui se serait détérioré dans des conditions d'utilisation normale.

Les fournitures et les réparations faites seront garanties pendant un nouveau délai d'un an, et dans les mêmes conditions que lors des travaux initiaux.

Par ailleurs, la date de réception avec ou sans réserves constitue l'origine de la garantie biennale et/ou décennale des ouvrages, pour application des articles 1792 et 2270 du Code Civil

00.1.7 OFFRE DES ENTREPRISES

Si ce n'était pas l'avis de l'entrepreneur, il ne pourrait toutefois se prévaloir de la brièveté ou de l'absence d'une prestation, et ce pendant ou après la période d'exécution. Il lui appartiendra donc de formuler ses observations pendant la période d'étude de sa proposition ; en tout état de cause, jamais après la remise de celle-ci.

Il devra dans durant la phase de consultation, indiquer à l'architecte, toute erreur oubli ou défaut de concordance entre les pièces graphique et écrites du dossier de consultation.

Le fait d'avoir soumissionné suppose qu'il a obtenu les renseignements nécessaires à la parfaite réalisation de ses travaux, qu'il a visité les lieux, et qu'il s'est engagé à exécuter ceux-ci dans les règles de l'Art, quand bien même il lui semblerait qu'ils ne soient pas parfaitement prévus et définis dans les documents de la consultation et ce, sans jamais pouvoir prétendre à aucun supplément sur les prix convenus, qui ne serait et ne pourrait d'ailleurs être financé.

L'entrepreneur devra vérifier soigneusement toutes les cotes portées aux dessins et s'assurer de leur concordance tant entre les divers plans qu'avec les bâtiments et ouvrages existants.

Les métrés et quantitatifs s'il sont fournis par la maîtrise d'œuvre, ne le sont qu'à titre indicatif. Il appartient au soumissionnaire de les vérifier sur la base des pièces graphiques publiées lors de la consultation, ainsi que sur site.

En cours d'exécution, l'opérateur économique ne peut se prévaloir d'aucune erreur, discordance ou omission figurant dans les pièces du marché pour refuser l'exécution des ouvrages ou pour remettre en cause les conditions de délais ou de prix.

En effet, toutes omissions, imprécisions et contradictions entre les documents contractuels définissant une prestation et ses limites doivent être signalées avant lors de la phase de consultation.

En conséquence, l'opérateur économique doit s'interdire de signer le marché sans avoir obtenu les clarifications nécessaires.

Le fait de commencer les travaux de sa compétence, suppose qu'il acceptera les lieux tels qu'ils sont. Il devra, pour éviter tout conflit avec les autres entrepreneurs, réceptionner les ouvrages sur lesquels il aura à travailler. S'il avait des réserves à formuler, il devrait en demander l'inscription en Procès Verbal à l'architecte ou à l'inspecteur de travaux, avant tout commencement d'exécution de sa part. Passé ce délai, sa réclamation serait jugée irrecevable.

L'entrepreneur sera responsable de tous les dégâts qui pourraient survenir à ses ouvrages de son fait, de celui de son personnel, des intempéries: gel, déshydratation etc. Pour palier à ces inconvénients, il lui appartiendra de prendre toutes les précautions utiles :

- Protections diverses, bâchages etc...
- Protection contre le vol.

qui seront implicitement contenues dans sa proposition.

Il assurera directement ou par l'entremise d'un responsable compétent, une surveillance de son chantier.

00.1.8 CONFORMITE AU RICT

Les offres de prix des entreprises seront considérées en tous points conformes au RICT (Rapport Initial de Contrôle Technique) émis par le Bureau de Contrôle et joint au dossier de consultation, y compris aux avis défavorables ou suspendus pour lesquels les entrepreneurs devront prévoir tous les ouvrages nécessaires à la levée de ces réserves par le bureau de contrôle pendant les travaux. Dans le cas où ces ouvrages ne feraient pas l'objet d'un poste précisément décrit dans l'offre de prix, ils seront réputés implicitement compris dans les autres postes du marché. De ce fait, l'entrepreneur ne pourra prétexter d'un oubli ou d'une ambiguïté à ce sujet pour prétendre à des suppléments d'ouvrages ou de prix, après la signature de son offre.

00.1.9 NETTOYAGES ET ENLEVEMENT DES GRAVOIS

Au cours des travaux, le chantier devra être tenu en parfait état de propreté par chaque intervenant. Chaque entrepreneur est chargé de l'enlèvement de ses gravois, chaque fois que leur volume l'exigera ou à la demande du maître d'œuvre ou du maître de l'ouvrage.

Chaque entrepreneur doit le nettoyage parfait quotidien des locaux dans lesquels il travaille ou qu'il emprunte pour l'exécution de ses travaux.

En fin de travaux, les nettoyages définitifs seront faits par l'entreprise de peinture.

Une pénalité sera attribuée par le Maître d'Ouvrage suivant les conditions du contrat, s'il constate des manquements à la propreté du chantier. Cette pénalité sera appliquée à l'entreprise fautive si elle est identifiée.

A défaut de pouvoir connaître l'origine de ces manquements, ou si l'entreprise fautive n'exécute pas les nettoyages demandés, le maître d'œuvre se réserve la possibilité de faire nettoyer le chantier par un prestataire extérieur.

Ce dernier sera rémunéré par l'entreprise gestionnaire du compte prorata, ou à défaut par le maître d'ouvrage, qui imputera ces frais à l'ensemble des entreprises responsables de la mauvaise propreté du chantier.

00.1.10 PROTECTION DES OUVRAGES EXECUTES

L'entrepreneur est tenu pour responsable des ouvrages de son lot et en doit la protection jusqu'à la réception. Il doit donc les protéger contre les risques de détérioration, de vol ou de détournement. De plus, pendant l'exécution de ses propres travaux, il doit prendre les précautions nécessaires pour ne pas causer de dégradation aux matériaux ou ouvrages des autres entrepreneurs.

Si des détériorations sont constatées en cours de chantier elles seront réparées aux frais de l'entrepreneur responsable, à charge pour lui de se faire couvrir par son assurance.

Si l'auteur des dégradations ne peut être identifié, la remise en état sera à la charge du compte prorata.

Ces réparations ou remises en état, quoique étant exécutées pendant le délai contractuel, n'entraîneront pas d'augmentation de ce délai.

00.1.11 CONTROLE INTERNE

En début de chantier, l'entrepreneur donnera le nom de la personne chargée d'assurer le contrôle des matériaux et de leur mise en œuvre. Le contrôle interne auquel sont assujetties les entreprises doit être réalisé à différents niveaux :

- au niveau des fournitures, quel que soit leur degré de finition, l'entrepreneur s'assurera que les produits commandés et livrés sont conformes aux normes et spécifications complémentaires éventuelles du marché ;
- au niveau du stockage, l'entrepreneur s'assurera que celles de ses fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques et aux déformations mécaniques sont convenablement protégées ;
- au niveau de l'interface entre corps d'état, l'entrepreneur vérifiera tant au niveau de la conception que de l'exécution, que les ouvrages à réaliser ou à exécuter par d'autres corps d'état permettent une bonne réalisation de ses propres prestations ;
- au niveau de la fabrication et de la mise en œuvre, le responsable des contrôles internes de l'entreprise vérifiera que la réalisation est faite conformément aux D.T.U et aux règles de l'Art ;
- au niveau des essais, l'entrepreneur réalisera les vérifications ou essais imposés par le D.T.U et les règles professionnelles et les essais particuliers supplémentaires exigés par les pièces écrites.

00.1.12 CONDITIONS TECHNIQUES D'EXECUTION DES TRAVAUX

Tous les ouvrages doivent être réalisés avec les matériaux ou fournitures de la meilleure qualité dans l'espèce indiquée avec mise en œuvre dans les règles de l'art, tant au point de vue technique qu'au point de vue esthétique.

00.1.12.1 GESTION DU COMPTE PRORATA

Le titulaire du LOT 1 DEMOLITION-GROS OEUVRE-VRD aura à sa charge la gestion du compte prorata du chantier pour les éléments suivants:

- Coût d'installation, repliement, location et entretien de l'ensemble des installations de chantier mise en commun avec les autres corps d'états.
- Frais de mise à disposition de bennes à déchets en nombre suffisant suivant le type de déchets produits sur chantier y compris amenée et renvoi en décharges agréées et fourniture des bordereaux à transmettre au maître d'ouvrage conformément à la réglementation. Cette prestation ne comprends pas les déchets de type dangereux qui seront gérés par les titulaires des lots concernés.
- Frais de fonctionnement du CISSCT et CPHS, si nécessaire.
- Frais de réparation et de remise en état du cantonnement pendant les travaux (clôture, bungalow, etc...) Lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable des dégradations.
- Frais de remise en état des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés ou détournés lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable des dégradations.
- Frais de nettoyage de chantier lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable de la mauvaise tenue de chantier.

Dans le cas où les fluides consommés par le chantier proviennent d'un abonnement géré par un tiers, il y a lieu de poser les compteurs divisionnaires nécessaires dès le démarrage du chantier et aux frais des Entreprises dans le cadre du compte prorata.

Les consommations seront facturées par le tiers en fin de chantier sur la base des tarifs en vigueur.

Le coût du compte prorata sera facturé bimensuellement aux autres lots en fonction des montants de leur marché.

Le coût de la gestion du compte prorata est incluse dans le présent lot.

00.1.12.2 HORAIRES DE CHANTIER

Les horaires de chantier seront du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00 avec une période de réduction des nuisances sonores entre 12h00 et 13h30.

D'autres horaires pourront être imposés par le maître d'Ouvrage du fait des contraintes de voisinage ou de la réglementation locale.

Des interventions exceptionnelles peuvent avoir lieu en dehors des jours et des horaires précités, sous réserve d'un accord préalable de la maîtrise d'œuvre et de la maîtrise d'Ouvrage (qui devront être saisis de la demande au minimum 8 jours avant l'intervention).

00.1.12.3 HORAIRES DE LIVRAISON ACCES

Livraisons :

L'approvisionnement du chantier ainsi que les évacuations de matériels ou de matériaux sont réalisés pendant les horaires de chantier, et en dehors des horaires :

- des écoles
- des marchés

Accès :

Après accord des maîtrises d'œuvre et d'Ouvrage, le plan d'installation de chantier désignera les voies de circulation des véhicules, ainsi que les zones de stationnement autorisées.

L'accès des camionnettes de chantier est autorisé temporairement pour le déchargement de matériels et de matériaux. Une fois ce déchargement effectué, la camionnette doit obligatoirement être garée par son conducteur sur les aires de parking dédiées au

chantier ou à défaut à l'extérieur du site de chantier.

00.1.12.4 PROPRETE ET MAINTIEN EN L'ETAT DES OUVRAGES

Un nettoyage quotidien du chantier est exigé (intérieur et extérieur) durant toute la durée des travaux: ramassage et évacuation des déchets, balayage, nettoyage des voiries et accès.

L'entreprise du lot GROS OEUVRE est tenue de réparer les dégâts de toutes natures causés à la palissade de chantier, aux ouvrages de voirie et aux réseaux.

Les réparations seront exécutées par l'entreprise soit de sa propre initiative, soit sur requête adressée à l'Entreprise par la Maîtrise d'œuvre, par lettre recommandée avec accusé de réception. La remise en état sera soumise au contrôle du Maître d'œuvre.

Au cas où celle-ci ne serait pas intervenue dans un délai de 5 jours à compter de la date de réception de la lettre recommandée ou de la notification par voie électronique, la Maîtrise d'Ouvrage se trouverait habilitée à y procéder et les frais correspondants seraient facturés à l'Entreprise fautive.

Les Entreprises sont responsables de la tenue du chantier, du respect des règles de sécurité et d'hygiène, conformément à la législation en vigueur.

Les Entreprises sont tenues solidairement d'éviter toute salissure des voies donnant accès au chantier et le cas échéant, de procéder à leur nettoyage et à leur maintien en état permanent de propreté.

L'organisation de chantier devra prévoir le maintien en parfait état des ouvrages existants situés hors de l'emprise foncière.

Les salissures des voies du domaine public par les engins et les camions doivent être éliminées par des dispositions appropriées prises sur le chantier lui-même (décrochage des roues de camions, intervention régulière d'une balayeuse ou d'une arroseuse, ...).

00.1.12.5 LUTTE CONTRE LE BRUIT

Les engins utilisés à l'intérieur des locaux sont manuels ou à énergie électrique. Ils doivent être munis des derniers perfectionnements techniques réduisant leur niveau sonore. Aucun appareil équipé de moteur à explosion n'est toléré. Le matériel roulant doit être équipé de roues pneumatiques.

Les matériels de chantier sont conformes à l'arrêté du 18 avril 2002, pris en application de la directive européenne 2000/14/CE,

qui réglemente les émissions sonores des engins et matériels de chantier.

Toutes dispositions utiles doivent être prises (organisation du chantier, démarche de sensibilisation des personnels) pour réduire le bruit au niveau le plus bas possible compte tenu des techniques disponibles, pour ne pas exposer les travailleurs à des niveaux incompatibles avec leur santé, et respecter les exigences du code du travail.

La limitation des nuisances causées aux riverains passe par une réduction des bruits générés aux alentours ; ce niveau de bruit ne doit pas excéder 85dB (A).

Les entreprises doivent notamment réaliser les travaux bruyants dans des plages horaires à définir en concertation avec le Maître d'Ouvrage / Maître d'œuvre, afin de limiter les nuisances du chantier vis-à-vis des immeubles mitoyens ou voisins.

Entre 12h00 et 13h30 les travaux générant des nuisances sonores seront interdits.

Le chantier se déroulant en milieux occupés, les démolitions sur les ouvrages de gros-œuvre se feront obligatoirement en dehors des heures de travail. Pour ce faire ces opérations pourront avoir lieu les samedis.

00.1.12.6 LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE CHANTIER

L'Entrepreneur est responsable de la pollution du sol, du sous-sol et de l'eau qu'il induit par ses activités ; il doit veiller :

- Au choix de matériaux et produits dont les risques sur l'environnement sont limités (huiles de décoffrage végétales...)
- A l'étiquetage réglementaire des cuves, des fûts, des bidons et des pots
- A l'imperméabilisation des zones de stockage qui sont bâchées et implantées dans une zone plane afin de récupérer les eaux de ruissellement et à la collecte des effluents
- A la mise en place d'aires de lavage des engins
- Aux bâchage des bennes de déchets susceptibles d'être emportés par le vent (emballages plastiques, polystyrène, etc...)

La pollution de l'air (émission de poussières et mauvaises odeurs) doit être limitée par toutes dispositions utiles : arrosage des sols, nettoyage journalier des voiries et du chantier, interdiction stricte du brûlage, mise en place d'une zone de lavage des roues en sortie de chantier...

00.1.12.7 ECHAFAUDAGES - MONTAGE DES MATERIAUX

Le prix global proposé par les entrepreneurs comprendra la valeur des échafaudages, agrès, engins, étais, etc., nécessaires aux besoins de leur propre lot.

00.1.12.8 TROUS, SCHELEMENT ET MENUS OUVRAGES

L'entreprise de maçonnerie doit prévoir toutes les incorporations au gros-œuvre. Elle réserve, à ses frais, tous les percements, passages pour bâtis, huisserie, dormants, scellements, etc.. pratiqués dans le gros œuvre pour les ouvrages des lots secondaires. De même, elle doit la mise en place au coulage de ses ouvrages, des taquets, tasseaux, fourrures, etc.. selon les indications fournies par titulaires des différents lots.

Les demandes de réservation devront parvenir à l'entreprise de maçonnerie deux semaines avant la date prévue pour la réalisation des ouvrages de gros-œuvre, faute de quoi les travaux seront réalisés après coup aux frais de l'entreprise concernée.

Les entrepreneurs du second œuvre doivent tous les percements qui leurs seront nécessaires dans les autres matériaux que ceux constituant le gros-œuvre.

Chaque entrepreneur doit tous les raccords, scellements, bouchements, calfeutremments, joints plastiques ou autres indispensables à un parfait et complet achèvement de tous les travaux de son lot et ceci dans tous les matériaux y compris reconstitution des degrés feu des parois et planchers percés.

En cas de désaccord entre entrepreneurs, l'imputation sera décidée par le maître d'œuvre.

00.1.12.9 TRAITS DE NIVEAU

L'entreprise du Lot 01 Démolition-Gros-œuvre-VRD a la charge et la responsabilité des traits de niveau jusqu'à l'achèvement de l'ouvrage.

00.1.12.10 PRECHAUFFAGE ET DESHUMIDIFICATION

Les entrepreneurs doivent prévoir dans leur prix les frais nécessaires pour assurer le préchauffage des locaux, notamment pour les travaux de menuiseries intérieures, faux-plafonds et peinture.

Au cas où cela s'avérerait nécessaire,

- pour l'exécution de certains travaux en conformité avec les règles de l'art et les documents techniques,
- pour la bonne conservation des ouvrages exécutés et de leurs équipements jusqu'à la réception,
- pour le respect des délais de réalisation,
- pour certains essais,

Il pourra être demandé à l'entrepreneur du lot 07 ELECTRICITE COURANT FORT COURANT FAIBLE le préchauffage et/ou la déshumidification du ou des bâtiments. Il

devra alors faire toute diligence de façon à obtenir en temps utile tous les fluides nécessaires.

Suivant les conditions, le préchauffage s'effectuera :

- Par la mise en place d'appareils électriques ou systèmes soufflants adaptés au volume à chauffer.
 - Si les conditions de chantier le permettent, le préchauffage sera réalisé à partir du système de chauffage définitif. Dans ce cas,
- l'Entrepreneur devra fournir un contrat d'entretien, un contrat d'assurance et devra en assurer la maintenance jusqu'à la réception.

La mise en route et l'arrêt du préchauffage et de la déshumidification seront décidés en concertation avec la Maîtrise d'œuvre.

00.1.12.11 GARDIENNAGE

L'ouverture et la fermeture du chantier sera à la charge du Lot 01 Démolition-Gros-œuvre-VRD pour toute la durée du chantier.

De plus, l'Entreprise pourra, si elles le jugent nécessaire, sans frais supplémentaire:

- assurer la surveillance ou le gardiennage du chantier pour éviter les vols ou dégradations de matériaux et matériels,
- prendre toutes dispositions pour interdire l'accès du chantier au public et contracter les assurances nécessaires.

Les équipements et matériels mis en œuvre ou stockés sur le chantier le sont sous l'unique responsabilité des Entreprises, et ce

jusqu'à la réception des travaux.

Les Entreprises ne pourront donc justifier d'aucun retard ni dédommagement financier auprès du Maître d'Ouvrage, en cas de vol, de dégradation, ou d'accidents éventuels.

00.1.12.12 ECHANTILLONS

Avant toute commande, les entrepreneurs devront soumettre à l'agrément de l'architecte les échantillons des matériaux et matériels qu'ils comptent utiliser conformément aux descriptifs.

Obligation est faite à l'entrepreneur de présenter ou exécuter, selon le cas, les différents échantillons ou fabrications, dans les délais qui seront fixés dès la signature du marché, et qui resteront visibles et à la disposition du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre, pendant la durée du chantier, dans un local sur le chantier.

00.1.13 PLANS D'EXECUTION ET DE RECOLEMENT

00.1.13.1 PLANS D'EXECUTION

Tous les plans d'exécution sont à la charge des entreprises. Ces plans devront être établis en coordination avec les autres lots et suffisamment tôt pour qu'ils soient examinés et approuvés par le maître d'œuvre de la réalisation et le Bureau de Contrôle. Ces plans d'exécution devront d'autre part respecter très fidèlement les cotes du dossier de consultation, sauf dérogation écrite de l'Architecte.

Toute erreur ou omission affectant ce dossier devra être signalée au Maître d'Ouvrage dans l'offre initiale, faute de quoi leurs conséquences financières éventuelles seront à la charge exclusive de l'entreprise.

00.1.13.2 DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES

Après exécution de ses travaux, l'entrepreneur de chaque lot devra remettre au Maître d'Ouvrage deux tirages papier et un exemplaire numérisé (clé USB) d'un dossier complet des ouvrages exécutés, y compris notice descriptive et de fonctionnement des équipements.

00.1.14 PRESTATIONS GENERALES A LA CHARGE DES ENTREPRISES

Qu'elles figurent ou non dans le corps du descriptif détaillé, les prestations ci-après sont dues par les entreprises attributaires et sont réputées comprises dans le montant du marché :

- La visite des lieux et la prise en compte de toutes les sujétions d'exécution
- La prise en compte de tous les éléments relatifs à l'ensemble des lots
- Les installations du chantier propres à chaque entreprise, y compris baraques de chantier, hangars de stockage, etc.
- Les essais et vérifications prévues aux DTU pour les ouvrages afférents à leur lot
- Si le CCFTp ne le prévoit pas, l'établissement et la fourniture à minima en 3 exemplaires papier et 1 exemplaire numérique (clé USB) des plans et documents des ouvrages exécutés selon les prescriptions du maître d'œuvre,
- La participation aux réunions de chantier

00.1.15 RELATIONS AVEC LES ADMINISTRATIONS ET SERVICES

Toutes démarches ou déclarations auprès des services de réseaux d'Électricité de Gaz de Télécommunication, d'Adduction d'eau Potable, des Services Techniques de la Ville, etc. sont à la charge de l'entreprise, y compris les travaux demandés par ces mêmes services pour permettre le bon déroulement et l'achèvement complet de la réalisation.

Les frais de dossiers éventuellement demandés par ces Services sont à la charge de l'entreprise.

00.1.16 QUALITE DES MATERIAUX, STOCKAGES ET MISES EN OEUVRE

00.1.16.1 MATERIAUX

Il ne sera prévu que des matériaux traditionnels ou des matériaux non traditionnels ayant fait l'objet d'un avis technique du C.S.T.B ou d'une enquête spécialisée d'un bureau de contrôle et acceptés en garantie par le S.T.FC

00.1.16.2 ESSAIS COPREC

L'entrepreneur ne pourra exécuter ses travaux qu'après accord du Bureau de Contrôle sur la conception de ses ouvrages. Il procédera au contrôle interne auquel il est assujéti au niveau des fournitures, du stockage et de la mise en œuvre ainsi qu'aux essais et vérifications figurant sur la liste en vigueur établie par le COPREC et en accord avec les assurances . Les résultats de ces vérifications et essais devront être consignés dans des procès-verbaux suivant les formes prévues par le document technique n° 2 COPREC (octobre 1998, Moniteur du 6 novembre 1998). Ces procès-verbaux devront être envoyés, pour examen, au Bureau de Contrôle, en double exemplaire.

00.1.17 SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE SUR LE CHANTIER

00.1.17.1 GENERALITES

Les entrepreneurs veilleront scrupuleusement au respect des règles de sécurité concernant le travail des ouvriers, la protection des baies libres, trémies, etc. Les dispositions réglementaires de protection, d'hygiène et de sécurité seront conformes aux prescriptions des lois, décrets, arrêtés et règlements en vigueur.

Les indications figurant dans les documents établis par le coordonnateur S.P.S. seront rigoureusement respectées. Tous les travaux nécessaires au respect des spécifications concernant la sécurité et la santé sont réputés compris dans l'offre de l'entreprise

La mission globale du coordonnateur SPS pour une opération de construction comprend les éléments de mission conformes à la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et aux décrets n° 94-1159 du 26 décembre 1994 et n° 95-543 du 4 mai 1995.

La mission confiée au coordonnateur SPS par le maître d'ouvrage se décompose en éléments de mission précisés au présent chapitre.

Le coordonnateur SPS de conception assure le passage des consignes et la transmission des documents au coordonnateur SPS de réalisation de l'ouvrage lorsque celui-ci est différent.

La mission du coordonnateur SPS comprend les éléments mentionnés au paragraphe ci-dessous.

00.1.17.1.1 Phase Conception

- Coordination de la mise en œuvre des principes généraux de prévention,
- Création et tenue du Registre Journal (RJ) de la coordination défini à l'article R.238.19,
- Constitution et mise au point du Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DIUO), défini aux articles L.235.15 et R.238.37 à R.238.39,
- Examen des dispositions à prendre par les entreprises pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.

00.1.17.1.2 Phase Réalisation

- Coordination de la mise en œuvre des principes généraux de prévention,
- Organisation des inspections communes avec les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier, où sont traités la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé,
- Mise à jour et tenue du Registre Journal de la coordination au fur et à mesure du déroulement de l'opération, définies à l'article R.238.19,
- Mise à jour et adaptation du Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'ouvrage, définies aux articles L.235.15 et R.238.37 à R.238.39 et remise finale contre procès verbal, accompagné du dossier de maintenance des lieux de travail fourni par le maître d'ouvrage (art. R.235.5).

00.1.18 TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES - REGLES DE L'ART

Les travaux seront exécutés conformément aux règles de l'art et à la réglementation française telle qu'elle se trouvera être en vigueur un mois avant la date d'établissement de l'offre. En particulier, les travaux seront conformes aux prescriptions techniques contenues dans les lois, décrets, arrêtés et circulaires applicables en France, ainsi que dans les cahiers des clauses techniques générales, les documents techniques unifiés (cahier des charges, cahier des clauses spéciales, cahier des clauses techniques, mémento), les normes, les avis techniques, les exemples de solutions, etc.

Les offres des entreprises devront tenir compte pour la réalisation des ouvrages :

- des règlements en vigueur un mois avant à la date de la consultation, notamment en ce qui concerne les règlements de construction, règlements acoustiques, thermiques et relatifs aux économies d'énergie, quand bien même la description des ouvrages serait incomplète ou erronée
- des règles générales de mise en œuvre dites REGLES DE L'ART :
 - + Les lois, décrets, arrêtés et circulaires en vigueur en France un mois avant la remise des offres

- + Les Cahiers des Clauses Techniques Générales,
- + Les Documents Techniques Unifiés y compris cahier des charges, cahier des clauses spéciales, cahier des clauses techniques et mémento éventuels
- + Les Normes Françaises édictées par l'AFNOR,
- + Les Avis Techniques publiés par le C.S.T.B,
- + Les règles Antilles,
- + Les exemples de solutions,
- + Les documents et recommandations publiés par les Syndicats des entrepreneurs ou d'artisans,
- + Les Notices Techniques et modes de mise en œuvre édités par les fournisseurs et marchands des matériels et matériaux constitutifs du projet,
- + Les documents et notices publiés ou règles de mises en œuvre imposées par les Services concédés, tels que ENEDIS, GRDF, ORANGE, Compagnie des Eaux, Services Techniques de la Ville dans laquelle est situé le chantier, etc.

00.1.19 DEFINITION DES LOTS ET CORPS D'ETAT

00.1.19.1 LOTS DE TRAVAUX

Les travaux faisant l'objet du présent dossier de consultation sont divisés en 'lots de travaux' pouvant donner lieu chacun à un marché de travaux.

00.1.19.2 CORPS D'ETAT

Chaque lot de travaux peut, éventuellement, être décomposé en corps d'état correspondants à des spécialités techniques différentes.

Dans chaque corps d'état :

- LES PRESCRIPTIONS GENERALES contiennent les dispositions réglementaires, les modes opératoires courants et l'obligation d'une assurance qui s'appliquent généralement à toutes les opérations.

En ce qui concerne la partie réglementaire :

+ Les références aux différentes normes (NF, EN, UTE, ISO, etc.) incluent, quand elles existent, les différentes parties de ces normes ;

+ Les dates indiquées en fin de libellé sont celles de la prise d'effet de la dernière mise à jour du document.

- LA DESCRIPTION DES OUVRAGES : celle-ci a pour rôle de définir précisément, à propos de chaque ouvrage :

+ sa nature et celle de ses principaux composants ou accessoires ;

+ ses particularités de mise en œuvre ;

+ ses caractéristiques qualitatives et dimensionnelles ;

+ sa provenance, avec éventuellement, la référence commerciale ;

+ sa localisation dans l'ouvrage.

00.1.20 NOTATIONS UTILISEES DANS LES CCFTp

Les CCFTp du dossier de consultation font appel aux conventions de notation suivantes :

00.1.20.1 DESIGNATION DES GRANDEURS

La longueur (L), la largeur (L ou W), la hauteur (H ou Ht.), l'épaisseur (E), la profondeur (P), le diamètre (D), le volume (V) etc. sont mentionnées en abrégé dans le libellé des articles ci-dessous.

Exemple : Fenêtre L120-H135 cm ou 120 x 135 ht. cm

00.1.20.2 MARQUES COMMERCIALES

Il est parfois indiqué, dans le corps du descriptif, des noms de marques commerciales. Les entreprises sont tenues de s'en tenir aux produits spécifiés. Cependant, dans le cadre de marchés publics, les entreprises ont le droit de proposer et de mettre en œuvre des produits qui soient techniquement et esthétiquement équivalents aux ouvrages décrits dans les CCFTp.

Sauf accord préalable de l'architecte, toute autre modification des prestations sera refusée, tous les frais de remplacement étant à la charge de l'entreprise défaillante.

00.1.21 LISTE DES LOTS DE TRAVAUX ET CORPS D'ETAT

Pour cette opération, la liste des lots de travaux et des corps d'état s'établit ainsi :

- 00 PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETAT
- 01 DEMOLITION-GROS OEUVRE-MACONNERIE-VRD
- 02 ETANCHEITE
- 03 MENUISERIES EXTERIEURES
- 04 PLÂTRERIE-MUR MOBILE-FAUX-PLAFONDS
- 05 MENUISERIES AGENCEMENT INTERIEUR
- 06 CHAUFFAGE-VENTILATION-CLIMATISATION-PLOMBERIE-SANITAIRES
- 07 ELECTRICITE COURANT FORT ET FAIBLE
- 08 CARRELAGE ET FAÏENCE
- 09 REVETEMENT DE SOL SOUPLE
- 10 PEINTURE-NETTOYAGE